

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2012-2013

20 FÉVRIER 2013

**Proposition de loi relative
à l'accouchement dans la discréction**
(Déposée par Mme Vanessa Matz et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

1. INTRODUCTION

Les auteurs de la proposition de loi distinguent :

— d'une part, l'accouchement dans l'anonymat (ou accouchement « sous X ») qui est défini comme l'accouchement pour lequel la loi autorise la femme à ne révéler son identité à personne : ni à l'institution de soins où elle accouchera ni aux personnes qui l'assisteront ou la soigneront ni à l'officier de l'état civil qui recevra la déclaration de naissance. Dans cette situation, l'enfant n'aura jamais accès aux données concernant ses parents biologiques;

— d'autre part, l'accouchement dans la discréction qui est défini comme l'accouchement d'un enfant entouré d'une certaine confidentialité : l'identité de la mère et le fait même de l'accouchement peuvent demeurer discrets mais les données relatives à la mère (et au père, si elles sont disponibles) doivent être conservées par le tribunal compétent en matière de filiation et ne sont accessibles qu'à l'enfant et dans certaines conditions.

À l'heure actuelle, l'accouchement sous X et l'accouchement dans la discréction sont interdits en Belgique dans la mesure où le nom de la mère doit être mentionné dans l'acte de naissance de l'enfant.

Or, certaines femmes confrontées à une situation de grande détresse souhaiteraient que leur identité et le fait même de leur accouchement soient gardés secrets.

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2012-2013

20 FEBRUARI 2013

**Wetsvoorstel betreffende
het discreet bevallen**
(Ingediend door mevrouw Vanessa Matz c.s.)

TOELICHTING

1. INLEIDING

De indieners van het wetsvoorstel maken een onderscheid tussen :

— enerzijds anoniem bevallen (in het Frans ook *accouchement « sous X »*), wat gedefinieerd wordt als de bevalling waarvoor de wet de vrouw toestaat dat ze haar identiteit aan niemand bekendmaakt : noch aan de zorginstelling waar ze zal bevallen, noch aan de personen die haar zullen bijstaan of verzorgen, noch aan de ambtenaar van de burgerlijke stand bij wie van de geboorteangifte wordt gedaan. In die omstandigheid zal het kind nooit toegang krijgen tot de gegevens van zijn biologische ouders;

— anderzijds discreet bevallen, wat gedefinieerd wordt als het bevallen van een kind zonder dat dit openbaar wordt gemaakt : de identiteit van de moeder en de bevalling zelf kunnen verzwegen blijven, maar de gegevens van de moeder (en van de vader, indien ze beschikbaar zijn) moeten bewaard worden door de rechbank bevoegd voor afstamming en zijn alleen voor het kind en onder bepaalde voorwaarden toegankelijk.

Momenteel zijn anoniem en discreet bevallen in België verboden, aangezien de naam van de moeder vermeld moet worden in de geboorteakte van het kind.

Er zijn echter vrouwen die zich met een ernstige noodssituatie geconfronteerd zien en die wensen dat hun identiteit en hun bevalling zelf geheim worden

Pour cela, elles n'ont d'autre choix que d'accoucher clandestinement et d'abandonner leur enfant — ce qui met en péril la vie de l'enfant mais également la santé de la mère — ou de se rendre à l'étranger pour accoucher dans l'anonymat.

La proposition de loi vise à dégager une solution qui permette de protéger conjointement la mère et l'enfant en prévoyant la possibilité pour la mère d'accoucher dans la discréction tout en préservant la possibilité pour l'enfant de naître dans de bonnes conditions et de pouvoir retrouver ses racines.

Les auteurs de la proposition refusent donc l'accouchement anonyme dans la mesure où ce mécanisme rend la divulgation du nom de la mère impossible parce que les données à ce sujet n'ont pas été recueillies. Ce système qui existe en France est remis en question depuis plusieurs années, notamment par des associations réunissant des enfants nés sous X. Les auteurs de la proposition sont plutôt en faveur d'un accouchement dans la discréction où les données relatives à la mère (et éventuellement au père) sont conservées et tenues secrètes mais sont accessibles à l'enfant dans certaines conditions.

2. OBJECTIFS DE LA PRÉSENTE PROPOSITION DE LOI

La possibilité d'accoucher dans la discréction permet d'assurer un équilibre entre les droits et les intérêts des personnes concernées :

- le droit de la femme, souvent en détresse physique, psychique ou économique, d'être entendue et accompagnée et de voir sa vie privée respectée.

L'accouchement dans la discréction permet à la femme d'accoucher dans de bonnes conditions notamment sur le plan médical et de bénéficier d'un accompagnement de qualité, qui comporte notamment des informations sur les possibilités de choix au sujet de la grossesse, sur les aides dont elle pourrait bénéficier, pour lui permettre d'envisager toutes les alternatives possibles et de faire un choix éclairé;

- le droit de l'enfant à naître, à vivre et à être élevé dans de bonnes conditions et le droit d'avoir accès à ses origines.

L'accouchement dans la discréction permet à l'enfant de naître dans de bonnes conditions sur le plan médical. Il permet également à l'enfant de connaître l'identité de ses parents biologiques, élément essentiel dans la construction de sa personnalité mais également de connaître les éléments médicaux et génétiques qui peuvent être importants dans l'évolution de son état de santé;

gehouden. Om dat te bereiken hebben ze geen andere keuze dan clandestien te bevallen en hun kind achter te laten — wat het leven van het kind in gevaar brengt, maar ook de gezondheid van de moeder — of naar het buitenland te gaan om anoniem te bevallen.

Het wetsvoorstel strekt om tot een oplossing te komen waardoor zowel de moeder als het kind worden beschermd, met de mogelijkheid voor de moeder om discreet te bevallen, terwijl het voor het kind mogelijk blijft in goede omstandigheden geboren te worden en zijn wortels terug te vinden.

De indieners van het wetsvoorstel verwerpen dus de anonieme bevalling, omdat dat mechanisme de bekendmaking van de naam van de moeder onmogelijk maakt, aangezien de gegevens daarover niet werden ingezameld. Dat systeem, dat in Frankrijk bestaat, wordt al jarenlang op losse schroeven gezet door verenigingen van kinderen geboren uit een anonieme bevalling. De indieners van het voorstel zijn veeleer voorstander van de discrete bevalling, waarbij de gegevens over de moeder (en eventueel over de vader) bewaard worden en geheim blijven, maar onder bepaalde voorwaarden toegankelijk zijn voor het kind.

2. DOELSTELLINGEN VAN DIT WETSVOORSTEL

Discreet bevallen is een formule die het mogelijk maakt een evenwicht te verzekeren tussen de rechten en belangen van de betrokkenen :

- het recht van de vrouw, die zich vaak in een lichamelijke, psychische of economische noedsituatie bevindt, om te worden gehoord en begeleid en haar privacy geëerbiedigd te zien.

Dankzij de discrete bevalling kan de vrouw in goede omstandigheden bevallen, vooral op medisch gebied, en een degelijke begeleiding genieten, met onder andere informatie over de keuzemogelijkheden rond de zwangerschap, de hulp die ze kan krijgen, zodat ze alle mogelijke alternatieven kan overwegen en een gedegen keuze kan maken;

- het recht van het kind om in goede omstandigheden geboren te worden, te leven en opgevoed te worden, alsook het recht om toegang te hebben tot zijn afkomst.

Dankzij de discrete bevalling kan het kind in goede medische omstandigheden geboren worden. Tevens biedt ze het kind de mogelijkheid de identiteit van zijn biologische ouders te kennen, wat een essentieel gegeven is in de ontwikkeling van zijn persoonlijkheid, maar tevens de geneeskundige en genetische gegevens te kennen die belangrijk kunnen zijn in de ontwikkeling van zijn gezondheid;

— le droit du père biologique d'être reconnu comme père de l'enfant, via une démarche de reconnaissance de paternité.

Même si dans la plupart des cas, le père biologique ne sera pas présent lors de l'accouchement ou n'en aura pas connaissance, il est possible que dans certains cas il souhaite établir des liens de filiation avec son enfant. Il est alors essentiel que cette volonté du père ne mette pas à mal la volonté de la femme d'accoucher dans la discréction. Le père biologique peut donc établir un lien de filiation via la procédure de reconnaissance mais il ne peut pas s'opposer à l'accouchement dans la discréction.

L'adoption d'une législation relative à l'accouchement discret a pour objectif de mettre en œuvre des mesures préventives et éducatives pour encadrer les accouchements dans la discréction et non d'encourager cette pratique. Selon l'avis du Conseil supérieur de l'adoption (COSA) (1), on « constaterait en Belgique une recrudescence de grossesses non désirées de mineures. Les accouchements sous X, en France, ou les accouchements en cachette en Belgique, résulteraient le plus souvent d'une absence de contraception ou d'une contraception mal gérée. Elles ne procèdraient qu'exceptionnellement d'un désir conscient d'enfants, malgré les risques. Les pouvoirs législatifs et gouvernementaux devraient veiller à promouvoir effectivement la prévention et l'éducation pour éviter d'en arriver à la solution ultime de l'accouchement dans la discréction ou sous X ». Il y a lieu, en cas d'accouchement dans la discréction d'assurer un accompagnement et une assistance à la femme et à l'enfant tant au moment de la naissance qu'à celui où l'enfant demandera de connaître ses origines.

Les auteurs jugent essentiel de mettre l'accent sur la prévention et le soutien aux mères en détresse. À cet effet, dès qu'une femme fait part de son souhait d'accoucher dans la discréction, une prise en charge adéquate et gratuite doit systématiquement être proposée par une équipe pluridisciplinaire.

La femme qui souhaite accoucher dans la discréction peut s'adresser aux services sociaux qui éclaireront l'intéressée sur la démarche et lui prêteront assistance. Les équipes hospitalières qui accompagnent un accouchement dans la discréction peuvent se sentir mal à l'aise à cause de cette situation. Il est donc essentiel que ces équipes bénéficient d'une formation adéquate en vue d'accueillir au mieux la femme en détresse et sa demande. Il est essentiel que ces équipes puissent faire appel à des personnes ressources spécialisées dans l'accompagnement de ces femmes.

(1) Avis du Conseil supérieur de l'adoption du 24 mai 2008; p. 4.

— het recht van de biologische vader erkend te worden als vader van het kind, via een procedure van erkenning van vaderschap.

Ook al zal de biologische vader in de meeste gevallen niet bij de bevalling aanwezig zijn of er geen weet van hebben, het is mogelijk dat hij in bepaalde gevallen een band van afstamming met zijn kind tot stand wil brengen. Het is dan essentieel dat die wil van de vader de wil van de vrouw om discreet te bevallen niet in het gedrang brengt. De biologische vader kan dus een afstammingsband tot stand brengen via de procedure van erkenning, maar hij kan zich niet tegen de discrete bevalling verzetten.

Het goedkeuren van wetgeving betreffende discreet bevallen heeft tot doel preventie- en voorlichtingsmaatregelen uit te werken, ter ondersteuning van discreet bevallen en niet die praktijk aan te moedigen. Volgens het advies van de *Conseil supérieur de l'adoption* (COSA) — Franse Gemeenschap) (1), is er in België sprake van «een toename van de ongewenste zwangerschappen bij minderjarigen. De anonyme bevallingen, in Frankrijk, of de clandestiene bevallingen in België, zouden meestal het resultaat zijn van het ontbreken van contraceptie of van een verkeerd gebruik van contraceptie. Slechts uitzonderlijk zouden ze voortvloeien uit een bewuste kinderwens, ondanks de risico's. De wetgevende macht en de regering moeten preventie en voorlichting effectief bevorderen, om te voorkomen dat men als ultieme oplossing zijn toevlucht neemt tot discreet of anoniem bevallen». Bij discreet bevallen moet men zorgen voor begeleiding en bijstand van de vrouw en het kind, zowel bij de geboorte als op het moment waarop het kind naar zijn afkomst vraagt.

De indieners achten het essentieel dat de klemtoon wordt gelegd op preventie en op ondersteuning van de moeders in nood. Daartoe moet, zodra een vrouw te kennen geeft dat ze discreet wil bevallen, systematisch aangepaste en kosteloze hulp van een pluridisciplinair team worden geboden.

De vrouw die discreet wenst te bevallen kan zich tot de sociale diensten wenden, die de betrokkenen zullen voorlichten over wat ze moet doen en haar zullen bijstaan. De ziekenhuisteamen die dergelijke bevalling begeleiden, kunnen zich bij die situatie ongemakkelijk voelen. Het is dus essentieel dat die teams een aangepaste vorming krijgen om de vrouw in nood met haar verzoek zo goed mogelijk op te vangen. Het is essentieel dat die teams een beroep kunnen doen op mensen die gespecialiseerd zijn in de begeleiding van die vrouwen.

(1) Advies van de *Conseil supérieur de l'adoption* van 24 september 2008; blz. 4.

3. MESURES PRÉVUES DANS LA PROPOSITION DE LOI

Possibilité d'accoucher dans la discrédition

La proposition crée la possibilité pour toute femme d'accoucher dans la discrédition.

Après l'accouchement, la mère biologique dispose d'un délai de réflexion de deux mois durant lequel elle peut se rétracter et établir un lien de filiation avec l'enfant. En effet, il peut arriver que les propos, souhaits et volontés d'une femme avant son accouchement ne correspondent pas nécessairement à ce qu'elle pensera et désirera après avoir donné naissance à son enfant. Durant cette période, le statut de l'enfant doit être déterminé.

Lorsque la mère biologique ne s'est pas rétractée, l'enfant devient adoptable. La procédure d'adoption sera assurée de manière discrète par le parquet et l'organisme agréé pour l'adoption concerné, qui agiront en étroite collaboration.

Les auteurs de la proposition prévoient que le fait d'accoucher dans la discrédition et de ne pas revenir sur sa décision signifie un consentement présumé et définitif de la mère biologique à l'adoption de l'enfant. En cas de rétractation de la mère, la filiation — à tout le moins maternelle — sera établie et l'acte de naissance remplacé. Cependant, l'enfant, durant ces deux mois et jusqu'à une adoption, doit être considéré comme belge et bénéficier de toutes les protections sociales.

Droits du père biologique

Les droits du père biologique ne peuvent pas être anéantis par la décision de la mère biologique d'accoucher dans la discrédition. Mais il faut également éviter que le désir du père biologique d'assumer une paternité légale empêche la décision de confidentialité de l'accouchement décidée par la mère.

Les auteurs prévoient donc un système dans le cadre duquel le père biologique peut introduire une demande de filiation à l'égard de l'enfant via le mécanisme de reconnaissance paternelle mais il ne pourra pas former d'opposition à l'accouchement dans la discrédition.

Cette reconnaissance devra être effectuée dans un délai de deux mois après la naissance de l'enfant.

3. MAATREGELEN WAARIN HET WETSVOORSTEL VOORZIET

Mogelijkheid om discreet te bevallen

Het voorstel schept de mogelijkheid voor elke vrouw om discreet te bevallen.

Na de bevalling krijgt de biologische moeder een bedenktijd van twee maanden, waarin ze haar beslissing kan herroepen en een afstammingsband met het kind tot stand kan brengen. Het kan immers gebeuren dat de voornemens, wensen en wil van een vrouw voor haar bevalling niet noodzakelijk overeenkomen met wat ze denkt en verlangt nadat ze haar kind gebaard heeft. In die periode moet de status van het kind worden vastgelegd.

Wanneer de biologische moeder haar beslissing niet herroepen heeft, komt het kind in aanmerking voor adoptie. De adoptieprocedure zal op discrete wijze geregeld worden door het parket en door de voor de betreffende adoptie erkende instelling. Ze zullen in nauwe samenwerking handelen.

De indieners van het voorstel bepalen dat het feit dat ze discreet bevalt en niet op haar beslissing terugkomt, een vermoedelijke en definitieve instemming van de biologische moeder met de adoptie van het kind betekent. Wanneer de moeder haar beslissing herroepen zal de afstamming — minstens aan moederskant — worden vastgesteld en zal de geboorteakte worden vervangen. Gedurende die twee maanden en tot een adoptie plaatsvindt, moet het kind evenwel als Belg worden beschouwd en moet het alle sociale bescherming genieten.

Rechten van de biologische vader

De rechten van de biologische vader mogen niet worden tenietgedaan door de beslissing van de biologische moeder om discreet te bevallen. Men moet echter ook voorkomen dat het verlangen van de biologische vader om het wettelijk vaderschap op zich te nemen de beslissing van de moeder inzake de confidentialiteit van de bevalling verhindert.

De indieners plannen dus een systeem waarin de biologische vader een verzoek tot erkenning van de afstammingsband ten opzichte van het kind kan indienen via het mechanisme van de erkenning van het vaderschap, maar hij zal geen verzet kunnen aantekenen tegen de beslissing van de moeder om discreet te bevallen.

Die erkenning zal moeten plaatsvinden binnen een termijn van twee maanden na de geboorte van het kind.

Registre et rôle du tribunal de première instance

Les données concernant l'accouchement sont conservées dans un registre de manière sécurisée. Ces données concernent la naissance de l'enfant, les données identifiantes de la mère et éventuellement du père, ainsi que des données non identifiantes (avec au minimum les données nécessaires au suivi de l'état de santé, des antécédents médicaux de l'enfant et de sa famille) ainsi que toute donnée que la mère ou éventuellement le père estime utile de communiquer à l'enfant.

Le registre est tenu auprès du tribunal de première instance. Celui-ci a pour mission de conserver les informations relatives à la mère (et éventuellement au père) biologique(s) et de préserver la confidentialité de ces informations. Le tribunal de la famille, lorsqu'il sera créé, sera compétent dans cette matière.

Les autorités centrales en matière d'adoption ont, quant à elles, pour mission :

- d'accompagner (aux niveaux informatif, psychologique, juridique, ...) les femmes qui envisagent d'accoucher dans la discréetion, les femmes qui ont accouché dans la discréetion par le passé et les enfants nés dans la discréetion qui font la demande d'une aide psychologique;
- d'être un espace de conciliation autour de la recherche des origines;
- de gérer les demandes d'accès par des enfants nés dans la discréetion.

Accès par l'enfant aux données de ses parents biologiques

Un système d'accouchement dans la discréetion n'est acceptable qu'à la condition de créer, non seulement dans la loi mais aussi dans les faits, des possibilités réelles pour l'enfant, à un certain moment, d'avoir accès à l'histoire de sa naissance.

Les auteurs de la proposition refusent tout système d'accouchement anonyme déguisé qui conditionnerait l'accès par l'enfant aux données concernant sa naissance, au consentement de la mère biologique.

Le droit de l'enfant à la connaissance de ses origines est garanti par des conventions internationales soit :

- l'article 9 de la Déclaration de l'Assemblée générale des Nations unies du 3 décembre 1986 sur les principes sociaux et juridiques applicables à la protection et au bien-être des enfants, envisagés surtout sous l'angle des pratiques en matière d'adop-

Register en rol van de rechtbank van eerste aanleg

De gegevens over de bevalling worden in een register bewaard en zijn beveiligd. Die gegevens behelzen de geboorte van het kind, de identificatiegegevens van de moeder en eventueel van de vader, alsook andere gegevens (met minstens de vereiste gegevens voor de *follow-up* van de gezondheid, over de medische antecedenten van het kind en zijn familie), alsook elk gegeven over de moeder of eventueel over de vader dat nuttig wordt geacht om aan het kind te worden meegedeeld.

Het register wordt bij de rechtbank van eerste aanleg bijgehouden. Die heeft als opdracht de gegevens over de biologische moeder (en eventueel de vader) te bewaren en staat borg voor de vertrouwelijkheid van die gegevens. Zodra ze wordt opgericht, wordt de familierechtbank voor die materie bevoegd.

De centrale autoriteit voor adoptie heeft tot taak :

- de vrouwen die overwegen discreet te bevallen, de vrouwen die in het verleden discreet bevallen zijn en de kinderen die geboren zijn uit een dergelijke bevalling en die om psychologische hulp verzoeken, (informatief, psychologisch, juridisch, ...) te begeleiden;
- een ruimte te bieden voor bemiddeling aan wie op zoek is naar zijn afkomst;
- de verzoeken tot toegang van kinderen van moeders die discreet bevallen zijn, te behandelen.

Toegang voor het kind tot de gegevens van zijn biologische ouders

Een regeling rond discreet bevallen is slechts aanvaardbaar op voorwaarde dat, niet alleen in de wet maar ook feitelijk, de reële mogelijkheid voor het kind wordt geschapen om op een bepaald ogenblik toegang te krijgen tot de geschiedenis van zijn geboorte.

De indieners van het voorstel verwerpen elke regeling van een zogezegde anonieme bevalling die de toegang van het kind tot de gegevens over zijn geboorte afhankelijk maakt van de toestemming van de biologische moeder.

Het recht van het kind om zijn afkomst te kennen wordt gewaarborgd door de volgende internationale verdragen :

- artikel 9 van de Resolutie van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties van 3 december 1986 inzake sociale en juridische beginseisen betreffende de bescherming en het welzijn van kinderen, in het bijzonder met betrekking tot plaatsing in een

tion et de placement familial sur les plan national et international, et les articles 7,1 et 8 de la Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant conclue à New York le 20 novembre 1989, approuvée par la Belgique en vertu de la loi du 25 novembre 1991 (1);

— l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales signée à Rome le 4 novembre 1950 et approuvée par la loi du 13 mai 1955 (2);

— l'article 8, point 10 de la Charte européenne des droits de l'enfant (3);

— l'article 30 de la Convention de la Haye sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, signée à la Haye le 29 mai 1993 et approuvée par la loi belge du 24 juin 1994 (4).

Sur le plan psychologique et identitaire, « si tout être humain a besoin de savoir où il va, il lui est surtout nécessaire de savoir qui il est, d'où il vient et à qui il est lié. Sans le paramètre de base que constitue son passé, il ne lui est pas possible de se construire une image de soi, une identité. Et, pour ancrer cette identité, il a besoin d'appartenir à une histoire qui « explique » son existence. C'est là une nécessité à la fois biologique, psychique et sociale » (5).

Les experts sont unanimes sur ce point : « le secret de la naissance des enfants nés sous X est une véritable torture pour eux : coupant court à toute information, la naissance sous X sonne comme une réelle condamnation (6). »

Philippe Béague, président de la Fondation Dolto, est cité dans l'avis de la CODE (Coordination des ONG pour les droits de l'enfant) : « Le droit à connaître ses origines est donc tout simplement constitutif de l'être humain. C'est une donnée essentielle, vitale. De fait, ne pas permettre à un individu de savoir qui étaient ses parents biologiques et/ou éven-

(1) Déclaration Nation unies : http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/41/85; loi belge 25 novembre 1991, *Moniteur belge* du 17 janvier 1992.

(2) *Moniteur belge* du 19 août 1955.

(3) Résolution A3_0172/92 du Parlement européen du 8 juillet 1992, *JOCE*, 21 septembre 1992, C241/67-73.

(4) *Moniteur belge* du 6 juin 2005.

(5) Avis de février 2009 de la CODE, Coordination des ONG pour les droits de l'enfant sur la proposition de loi du 21 janvier 2009 relative à l'accouchement discret n° 4-1138/1 — 2008/2009, p. 3.

(6) Diane Drory citée dans l'avis de la CODE, *op cit.*, p. 3.

pleeggezin en adoptie, zowel nationaal als internationaal, en de artikelen 7,1 en 8 van het Verdrag van de Verenigde Naties inzake de rechten van het kind dat op 20 november 1989 in New York gesloten werd en dat door België krachtens de wet van 25 november 1991 werd goedgekeurd (1);

— artikel 8 Van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, op 4 november 1950 in Rome ondertekend en goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955 (2);

— artikel 8, punt 10 van het Europees Handvest van de rechten van het kind (3);

— artikel 30 van het Verdrag van Den Haag inzake de bescherming van kinderen en de samenwerking op het gebied van de interlandelijke adoptie, op 29 mei 1993 in Den Haag ondertekend en goedgekeurd bij de Belgische wet van 24 juni 1994 (4).

Psychologisch en voor zijn identiteit « heeft de mens er weliswaar behoefte aan te weten waar hij naartoe gaat, maar is het vooral noodzakelijk dat hij weet wie hij is, waar hij vandaan komt en met wie hij verbonden is. Zonder de basisparameter die zijn verleden is, kan hij onmogelijk een zelfbeeld, een identiteit vormen. En om die identiteit te verankeren heeft hij er behoefte aan deel uit te maken van een geschiedenis die zijn bestaan « uitlegt ». Het gaat om een behoefte die zowel biologisch, psychisch als sociaal is » (vertaling) (5).

De deskundigen zijn hierover eensluidend : « Het geheim van de geboorte van de kinderen uit een anonieme bevalling is een ware marteling voor hen : de anonieme geboorte maakte elke informatie onmogelijk en klinkt als een echte veroordeling » (vertaling) (6).

Philippe Béague, voorzitter van de Fondation Dolto, wordt in het advies van de CODE (*Coordination des ONG pour les droits de l'enfant*) geciteerd : « Het recht om zijn afkomst te kennen is dus zonder meer wezenlijk voor de mens. Het is een essentieel, vitaal gegeven. Indien men niet toestaat dat een individu weet wie zijn biologische ouders waren en/of van wie

(1) Resolutie Verenigde Naties : http://www.un.org/french/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/41/85; Belgische wet 25/11/1991, *Belgisch Staatsblad* van 17 januari 1992.

(2) *Belgisch Staatsblad* van 19 augustus 1955.

(3) Resolutie A3_0172/92 van het Europees Parlement van 8 juli 1992, *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*, 21 september 1992, C241/67-73.

(4) *Belgisch Staatsblad* van 6 juni 2005.

(5) Advies van februari 2009 van de CODE, *Coordination des ONG pour les droits de l'enfant* bij het wetsvoorstel van 21 januari 2009 betreffende de discrete bevalling nr. 4-1138/1 — 2008/2009, blz. 3.

(6) Diane Drory, citaat in het advies van de CODE, *op cit.*, blz. 3.

tuellement de qui il dépendait à la naissance, c'est l'amputer symboliquement (1). »

En pratique, l'expérience des organismes agréés d'adoption de la Communauté française montre que « lorsqu'on parvient à retrouver les mères après un certain nombre d'années, leur première réaction est de refuser tout contact. Toutefois, si l'on est en mesure de les rencontrer régulièrement et de dialoguer avec elles, après un certain temps, il y a souvent un revirement de leur part, voire un soulagement. Pour atteindre ce résultat, il est indispensable que ces femmes soient accompagnées par des professionnels » (2).

La possibilité pour l'enfant de connaître ses origines biologiques doit être souple et pouvoir être adaptée à chaque situation particulière : le droit de connaître ses origines peut simplement signifier, pour l'enfant, d'avoir accès à certaines informations concernant ses parents biologiques et ne va pas toujours jusqu'à la rencontre physique entre l'enfant et sa mère et/ou son père biologique(s).

Les auteurs sont favorables à un système dans lequel l'enfant né dans la discrédition pourra avoir accès aux informations sur ses origines biologiques, en ce compris l'identité de sa mère (et, si possible, de son père) lorsqu'il atteint l'âge de douze ans. L'enfant fait part de sa demande d'accès aux données concernant sa naissance aux autorités centrales en matière d'adoption qui notifient aux parents biologiques, dans les quinze jours, la demande de l'enfant. Le consentement des parents biologiques n'est pas nécessaire mais ceux-ci sont informés de la demande d'accès aux données par l'enfant. Ils ont la possibilité de s'opposer à la divulgation de l'information relative à leur identité dans un délai d'un mois, à partir de la notification de la demande, auprès du tribunal de première instance. Dans ce cas, le juge statuera sur base des intérêts en présence et pourra déterminer si et quelles données sont transmises à l'enfant. Passé le délai d'un mois, les autorités centrales en matière d'adoption pourront divulguer les informations à l'enfant.

L'enfant et les parents biologiques doivent être respectivement accompagnés par une équipe pluridisciplinaire lorsqu'une demande d'accès aux informations est introduite auprès de l'autorité compétente et tout au long de ce cheminement.

hij bij de geboorte afhankelijk was, amputeert men het symbolisch » (vertaling) (1).

In de praktijk blijkt uit de ervaring van de erkende adoptie-instellingen van de Franse Gemeenschap dat « wanneer men er na een aantal jaren in slaagt de moeders terug te vinden, ze in een eerste reactie elk contact weigeren. Maar wanneer men erin slaagt hen regelmatig te ontmoeten en een dialoog met hen aan te gaan, dan gaan ze na enige tijd vaak overstag en zijn ze zelfs opgelucht. Om dat resultaat te bereiken, is het noodzakelijk dat die vrouwen door professionals begeleid worden » (2).

De mogelijkheid voor het kind om zijn afkomst te kennen moet soepel zijn en aanpasbaar aan elke specifieke situatie : het recht om zijn afkomst te kennen kan gewoonweg betekenen dat het kind toegang heeft tot informatie over zijn biologische ouders en hoeft niet altijd te betekenen dat er een lichelijke ontmoeting komt tussen het kind en zijn biologische vader en/of moeder.

De indieners zijn voorstander van een systeem waarin een kind van een moeder die discreet bevallen is, toegang kan krijgen tot de informatie over zijn biologische afkomst, met daarbij de identiteit van zijn moeder (en indien mogelijk van zijn vader) wanneer het de leeftijd van twaalf jaar bereikt heeft. Het kind deelt zijn verzoek om toegang te krijgen tot de gegevens over zijn geboorte mee aan de centrale autoriteiten inzake adoptie, die de biologische ouders binnen vijftien dagen kennis geven van het verzoek van het kind. De instemming van de biologische ouders is niet vereist, maar zij worden geïnformeerd over het verzoek van het kind om toegang te krijgen tot de gegevens. Vanaf de kennisgeving van het verzoek hebben ze binnen een termijn van een maand de mogelijkheid om zich bij de rechtkant van eerste aanleg te verzetten tegen de bekendmaking van de informatie inzake hun identiteit. In dat geval zal de rechter een uitspraak doen op grond van de belangen van partijen en bepalen of er gegevens aan het kind worden meegedeeld en zo ja, welke. Zodra de termijn van een maand voorbij is, kan de centrale autoriteit voor adoptie de informatie aan het kind meedelen.

Zowel het kind als de ouders moeten worden begeleid door een pluridisciplinair team wanneer bij de bevoegde autoriteit een verzoek om toegang tot de informatie wordt ingediend en gedurende de hele voortgang van de procedure.

(1) *Op cit.*, p. 3.

(2) Avis du Conseil supérieur de l'adoption, *op cit.*, p. 9.

(1) *Op cit.*, blz.3.

(2) Advies van de *Conseil supérieur de l'adoption*, *op cit.*, blz. 9.

L'accès par l'enfant aux informations relatives à sa naissance ne doit pas être subordonné au consentement de ses représentants légaux. La recherche d'origines est une démarche personnelle que le jeune doit pouvoir entreprendre lui-même.

La communication des données à l'enfant pourra avoir lieu également après le décès de la mère biologique et éventuellement du père.

L'autorité garantit l'accès aux informations en fournissant l'encadrement approprié.

Frais médicaux liés à l'accouchement et couverture sociale de l'enfant

La proposition de loi prévoit que le Roi fixe les modalités de remboursement à l'établissement de soins pour les prestations liées à l'accouchement dans la discréction et pour les prestations liées à la prise en charge de l'enfant né dans la discréction tant qu'il n'a pas de droit ouvert par la législation relative à l'assurance maladie-invalidité.

L'enfant doit pouvoir bénéficier de toute la couverture sociale durant le délai d'attente de son adoption ou de la rétractation de sa mère.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 2

Cet article crée la possibilité pour toute femme d'accoucher dans la discréction. Il prévoit que les nom, prénoms et domicile de la mère et éventuellement du père ne sont pas mentionnés dans l'acte de naissance lorsque la mère décide d'accoucher dans la discréction.

Cet article prévoit également la possibilité, pour la femme, de renoncer à cette décision dans les deux mois qui suivent la naissance. Dans ce cas, l'officier de l'état civil établit un nouvel acte de naissance.

Article 3

Cet article contient les dispositions relatives à la communication de la décision de la mère d'accoucher dans la discréction aux autorités centrales en matière d'adoption, à la notification de l'accouchement aux autorités centrales en matière d'adoption et à l'officier de l'état civil et à la déclaration de la naissance de l'enfant en cas d'accouchement dans la discréction.

De toegang van het kind tot de informatie over zijn geboorte mag niet afhankelijk zijn van de instemming van zijn wettelijke vertegenwoordigers. Het zoeken naar zijn afkomst is een persoonlijk initiatief dat de jongere zelf moet kunnen nemen.

De gegevens kunnen ook aan het kind worden meegeleid na het overlijden van de biologische moeder en eventueel van de vader.

De autoriteit garandeert de toegang tot de informatie door voor aangepaste begeleiding te zorgen.

Geneeskundige kosten in verband met de bevalling en sociale zekerheid voor het kind

Het wetsvoorstel voorziet erin dat de Koning de nadere regels bepaalt voor de terugbetaling aan de zorginstelling van de verstrekkingen die verband houden met discreet bevallen en voor de verstrekkingen voor de verzorging van het kind dat zo geboren werd, zolang de wetgeving inzake de ziekte- en invaliditeitsverzekering het geen recht opent.

Het kind moet volledige sociale bescherming genieten in de periode waarin het wacht op adoptie of op de herroeping van de beslissing van zijn moeder.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Artikel 2

Dit artikel schept voor iedere vrouw de mogelijkheid om discreet te bevallen. Het bepaalt dat de naam, voornamen en woonplaats van de moeder en in voorkomend geval van de vader niet vermeld worden in de geboorteakte wanneer de moeder beslist om discreet te bevallen.

Dit artikel geeft de vrouw ook de mogelijkheid om binnen twee maanden na de bevalling op deze beslissing terug te komen. In dit geval maakt de ambtenaar van de burgerlijke stand een nieuwe geboorteakte op.

Artikel 3

Dit artikel bevat de bepalingen betreffende de mededeling van de beslissing van de moeder om discreet te bevallen aan de centrale autoriteit voor adoptie, de kennisgeving van de bevalling aan de centrale autoriteit voor adoptie en aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, en de geboorteangifte van het kind in geval van discrete bevalling.

Article 4

Cet article précise les données qui doivent être contenues dans le registre des accouchements dans la discréction. Il précise également que l'autorité qui garantit l'accès à ces données fournit l'encadrement approprié. Cet article détermine les conditions dans lesquelles l'enfant né dans la discréction peut accéder à ces données. Il précise également que les données conservées par le tribunal ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été conservées.

Article 5

Cet article précise que l'homme qui revendique la paternité et qui soupçonne une grossesse de son épouse ou de sa partenaire ou qui en a connaissance peut établir un lien de filiation à l'égard de l'enfant par une procédure de reconnaissance.

Article 6

Cet article prévoit que la reconnaissance maternelle n'est pas recevable si la mère a accouché dans la discréction et qu'elle n'a pas renoncé à cette décision dans les deux mois qui suivent la naissance.

Article 7

Cet article prévoit que l'action en recherche de maternité n'est pas recevable lorsque la mère a accouché dans la discréction et qu'elle n'a pas renoncé à cette décision dans les deux mois qui suivent la naissance.

Article 8

Cet article prévoit que le consentement de la mère à l'adoption est présumé et définitif lorsque la femme a accouché dans la discréction et qu'elle n'a pas renoncé à cette décision dans les deux mois qui suivent la naissance.

Article 9

Cet article prévoit que le Roi fixe les modalités de remboursement à l'établissement de soins pour les prestations liées à l'accouchement dans la discréction et les prestations liées à la prise en charge de l'enfant né dans la discréction tant qu'il n'a pas de droit ouvert par la législation relative à l'assurance maladie-invalidité.

Artikel 4

Dit artikel bepaalt welke gegevens moeten worden opgenomen in het register van de discrete bevallingen. Het bepaalt ook dat de overheid die de toegang tot deze gegevens waarborgt in gepaste regelgeving voorziet. Het artikel stelt de voorwaarden vast waaronder het discreet geboren kind toegang kan krijgen tot deze gegevens. Het bepaalt ook dat de door de rechtbank bewaarde gegevens niet voor andere doeleinden mogen worden gebruikt dan die waarvoor zij bewaard zijn.

Artikel 5

Dit artikel bepaalt dat de man die het vaderschap opeist en die vermoedt of weet dat zijn echtgenote of partner zwanger is, een afstammingsband ten opzichte van het kind kan laten vaststellen via een erkenningsprocedure.

Artikel 6

Dit artikel bepaalt dat een erkenning door de moeder niet ontvankelijk is wanneer zij discreet is bevallen en niet binnen twee maanden na de geboorte heeft afgezien van deze beslissing.

Artikel 7

Dit artikel bepaalt dat de vordering tot onderzoek naar het moederschap niet ontvankelijk is wanneer de moeder discreet is bevallen en niet binnen twee maanden na de geboorte heeft afgezien van deze beslissing.

Artikel 8

Dit artikel bepaalt dat de toestemming tot adoptie van de moeder vermoed wordt en definitief is wanneer zij discreet is bevallen en niet binnen twee maanden na de geboorte heeft afgezien van deze beslissing.

Artikel 9

Dit artikel bepaalt dat de Koning de nadere regels vaststelt voor de terugbetaling aan de zorginstelling van de kosten van de discrete bevalling en van de kosten van de opvang van het discreet geboren kind zolang het geen recht geniet krachtens de wetgeving op de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Article10

Cet article prévoit l'attribution de la nationalité belge à l'enfant dans l'attente d'une éventuelle renonciation de la mère à l'accouchement discret, d'une adoption qui confirmerait la nationalité belge ou lui en attribuerait une différente.

Vanessa MATZ.
Francis DELPÉRÉE.
André du BUS de WARNAFFE.

*
* *

Artikel 10

Dit artikel kent het kind de Belgische nationaliteit toe zolang de moeder binnen twee maanden na de bevalling niet afziet van de discrete bevalling, en in afwachting van een adoptie die zijn Belgische nationaliteit bevestigt of het een andere nationaliteit toekent.

*
* *

PROPOSITION DE LOI**Article 1^{er}**

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 57bis du Code civil, abrogé par la loi du 31 mars 1987, est rétabli dans la rédaction suivante :

«Art. 57bis. § 1^{er}. Toute femme peut décider d'accoucher dans la discréction. Elle peut renoncer à cette décision dans les deux mois qui suivent la naissance.

§ 2. Par dérogation à l'article 57, les nom, prénoms et domicile de la mère et éventuellement du père ne sont pas mentionnés dans l'acte de naissance lorsque la mère décide d'accoucher dans la discréction.

§ 3. En cas de renonciation par la mère à accoucher dans la discréction dans les deux mois qui suivent la naissance, l'officier de l'état civil établit un nouvel acte de naissance conforme à l'article 57 du Code civil.»

Art. 3

Dans le même Code, il est inséré un article 57ter rédigé comme suit :

«Art. 57ter. § 1^{er}. En cas d'accouchement dans la discréction dans un établissement de soins, la personne qui assure la direction de l'établissement ou son délégué notifie l'accouchement aux autorités centrales en matière d'adoption et à l'officier de l'état civil de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant est né, au plus tard le lendemain de la naissance. Dans les autres cas, cette notification aux autorités centrales en matière d'adoption et à l'officier de l'état civil est effectuée par la mère, le père ou les médecins, les sages-femmes ou les autres personnes qui ont assisté à l'accouchement ou par la personne chez qui l'accouchement a eu lieu, au plus tard le lendemain de la naissance.

§ 2. En cas d'accouchement dans la discréction, la déclaration de la naissance de l'enfant est faite par les autorités centrales en matière d'adoption à l'officier de l'état civil de la commune sur le territoire de laquelle l'enfant est né, et ce sans mentionner les données identifiantes des parents biologiques. L'officier de

WETSVOORSTEL**Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 57bis van het Burgerlijk Wetboek, opgeheven bij de wet van 31 maart 1987, wordt hersteld in de volgende lezing :

«Art. 57bis. § 1. Iedere vrouw kan beslissen om discreet te bevallen. Zij kan binnen twee maanden na de geboorte afzien van deze beslissing.

§ 2. In afwijking van artikel 57 worden de naam, de voornamen en de woonplaats van de moeder en eventueel van de vader niet vermeld in de geboorteakte wanneer de moeder beslist om discreet te bevallen.

§ 3. Indien de moeder binnen twee maanden na de geboorte afziet van haar beslissing om discreet te bevallen, stelt de ambtenaar van de burgerlijke stand een nieuwe geboorteakte op overeenkomstig artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek.»

Art. 3

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 57ter ingevoegd, luidende :

«Art. 57ter. § 1. In het geval van een discrete bevalling in een zorginstelling meldt de directeur van de instelling of zijn afgevaardigde ten laatste één dag na de geboorte de bevalling aan de centrale autoriteit voor adoptie en aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar het kind geboren is. In de andere gevallen wordt de bevalling aan de centrale autoriteit voor adoptie en aan de ambtenaar van de burgerlijke stand gemeld door de moeder, de vader, de artsen, de vroedvrouwen, of de andere personen die de bevalling hebben bijgewoond, of door de persoon bij wie de bevalling heeft plaatsgevonden.

§ 2. In geval van discrete bevalling doet de centrale autoriteit voor adoptie aangifte van de geboorte van het kind bij de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente waar het kind geboren is, zonder de identiteitsgegevens van de biologische ouders te vermelden. De ambtenaar van de burgerlijke stand

l'état civil dresse l'acte de naissance, sans mentionner les données relatives à la filiation. La déclaration est faite dans les quinze jours de la naissance. »

Art. 4

Dans le même Code, il est inséré un article *57quater* rédigé comme suit :

« Art. *57quater*. § 1^{er}. Le tribunal de première instance conserve dans un registre créé à cette fin les informations sur l'origine de l'enfant qui sont en sa possession.

Ce registre contient :

a) l'année, le jour, le lieu de naissance, le sexe et éventuellement le prénom de l'enfant;

b) le nom, les prénoms, le domicile ainsi que l'année, le jour, le lieu de naissance de la mère et éventuellement du père;

c) des données non identifiantes, à savoir au minimum les données nécessaires au suivi de l'état de santé, des antécédents médicaux de l'enfant et de sa famille;

d) toute donnée que la mère ou éventuellement le père estime utile de communiquer à l'enfant.

§ 2. Les autorités centrales de l'adoption garantissent à l'enfant l'accès à ces informations en fournissant l'encadrement psycho-social approprié et moyennant le respect des conditions suivantes :

a) l'enfant doit avoir atteint l'âge de douze ans;

b) les autorités doivent avoir informé la mère et éventuellement le père, de la demande de l'enfant d'accéder aux données le concernant par courrier recommandé à la poste avec accusé de réception au domicile de chacun d'entre eux;

c) la mère et éventuellement le père peut s'opposer à cette demande par l'introduction d'une requête auprès du tribunal de première instance dans le mois de la notification par les autorités.

Le juge peut, dans des circonstances exceptionnelles, déterminer si et quelles données ne sont pas transmises à l'enfant;

À défaut d'opposition dans le mois de la notification, les autorités délivrent les informations à l'enfant.

stelt de geboorteakte op zonder de afstammingsgegevens te vermelden. De aangifte wordt binnen vijftien dagen na de geboorte gedaan. »

Art. 4

In hetzelfde Wetboek wordt een artikel *57quater* ingevoegd, luidende :

« Art. *57quater*. § 1. De rechtbank van eerste aanleg bewaart in een daartoe aangelegd register de gegevens omtrent de herkomst van het kind waarover zij beschikt.

Dit register bevat :

a) het jaar, de geboortedatum en -plaats, het geslacht, en in voorkomend geval de voornaam van het kind;

b) de naam, de voornamen, de woonplaats, alsook het jaar, de geboortedatum en -plaats van de moeder en in voorkomend geval van de vader;

c) gegevens die niet tot identificatie leiden, met name minstens de gegevens die nodig zijn voor het volgen van de gezondheidstoestand van het kind, en betreffende de medische antecedenten van het kind en zijn familie;

d) ieder gegeven dat de moeder of eventueel de vader nuttig acht om aan het kind mee te delen.

§ 2. De centrale autoriteit voor adoptie waarborgt dat het kind onder aangepaste psychosociale begeleiding toegang krijgt tot deze gegevens, met inachtneming van de volgende voorwaarden :

a) het kind moet de leeftijd van twaalf jaar hebben bereikt;

b) de autoriteit moet de moeder en eventueel de vader, bij ter post aangetekende brief met ontvangstbevestiging op de woonplaats van elk van hen, op de hoogte hebben gebracht van het verzoek van het kind om toegang te krijgen tot de gegevens die het betreffen;

c) de moeder en eventueel de vader kunnen zich verzetten tegen dit verzoek door binnen de maand die volgt op de kennisgeving door de autoriteit een verzoekschrift in te dienen bij de rechtbank van eerste aanleg.

In uitzonderlijke omstandigheden kan de rechter beslissen om het kind geen toegang te geven tot sommige of alle gegevens;

Bij gebreke van verzet binnen één maand na de kennisgeving verstrekkt de autoriteit de gegevens aan het kind.

L'accès aux données est garanti après le décès de la mère biologique, et éventuellement du père biologique, sans que les ayants-droit puissent s'y opposer.

§ 3. Les données personnelles conservées par le tribunal ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été conservées. »

Art. 5

L'article 328 du même code, remplacé par la loi du 31 juillet 1987 et modifié par la loi du 1^{er} juillet 2006, est complété par un 3^e alinéa rédigé comme suit :

« La reconnaissance peut être faite à l'égard d'un enfant né dans le cadre de l'article 57bis, § 1^{er}. La demande est recevable dans le même délai que celui fixé à l'article 57bis, § 1^{er}. »

Art. 6

L'article 313, § 2, du même Code, remplacé par la loi du 31 juillet 1987 et modifié par la loi du 1^{er} juillet 2006, est complété par un alinéa 2 rédigé comme suit :

« La reconnaissance n'est pas non plus recevable si la mère a accouché dans la discréction et si elle n'a pas renoncé à cette décision dans les deux mois qui suivent la naissance, conformément à l'article 57bis. »

Art. 7

Dans l'article 314 du même Code, remplacé par la loi du 31 juillet 1987 et modifié par la loi du 1^{er} juillet 2006, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« L'action n'est pas non plus recevable lorsque la mère a accouché dans la discréction, conformément à l'article 57bis. »

Art. 8

L'article 348-4 du même Code, inséré par la loi du 24 avril 2003, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Lorsque la mère a accouché conformément à l'article 57bis et qu'elle n'a pas renoncé à cette décision dans les deux mois qui suivent la naissance, son consentement à l'adoption est présumé et définitif. »

De toegang tot de gegevens blijft gewaarborgd na het overlijden van de biologische moeder, en eventueel van de biologische vader, zonder dat de recht-hebbenden zich ertegen kunnen verzetten.

§ 3. De door de rechbank bewaarde persoonsgegevens kunnen niet voor andere doeleinden worden gebruikt dan die waarvoor zij bewaard zijn. »

Art. 5

Artikel 328 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 juli 1987 en gewijzigd bij de wet van 1 juli 2006, wordt aangevuld met een derde lid, luidende :

« De erkenning kan geschieden voor een kind dat geboren is overeenkomstig artikel 57bis, § 1. Het verzoek is ontvankelijk binnen dezelfde termijn als bepaald in artikel 57bis, § 1. »

Art. 6

Artikel 313, § 2, van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 juli 1987 en gewijzigd bij de wet van 1 juli 2006, wordt aangevuld met een tweede lid, luidende :

« De erkenning is evenmin ontvankelijk indien de moeder discreet is bevallen en zij overeenkomstig artikel 57bis binnen twee maanden na de geboorte niet heeft afgezien van deze beslissing. »

Art. 7

In artikel 314 van hetzelfde Wetboek, vervangen bij de wet van 31 juli 1987 en gewijzigd bij de wet van 1 juli 2006, wordt tussen het tweede en het derde lid een lid ingevoegd, luidende :

« De vordering is evenmin ontvankelijk indien de moeder overeenkomstig artikel 57bis discreet is bevallen. »

Art. 8

Artikel 348-4 van hetzelfde Wetboek, ingevoegd bij de wet van 24 april 2003, wordt aangevuld met een lid, luidende :

« Indien de moeder overeenkomstig artikel 57bis is bevallen en zij binnen twee maanden na de geboorte niet heeft afgezien van deze beslissing, wordt haar toestemming in de adoptie vermoed en definitief. »

Art. 9

Le Roi fixe les modalités de remboursement à l'établissement de soins pour les prestations liées à l'accouchement dans la discréction et les prestations liées à la prise en charge de l'enfant né dans la discréction tant qu'il n'a pas de droit ouvert par la législation relative à l'assurance maladie-invalidité.

Art. 10

L'article 11, § 1^{er}, du Code de la nationalité, modifié en dernier lieu par la loi du 4 décembre 2012, est complété par un 3^o, rédigé comme suit :

« 3^o L'enfant né en Belgique conformément à l'article 57bis du Code Civil, sous réserve de la renonciation de sa décision par la mère dans les deux mois qui suivent la naissance et jusqu'à l'application éventuelle du 2^o du présent article ou l'attribution d'une autre nationalité. »

Art. 11

La présente loi entre en vigueur le premier jour du sixième mois qui suit celui de sa publication au *Moniteur belge*.

15 janvier 2013.

Vanessa MATZ.
Francis DELPÉRÉE.
André du BUS de WARNAFFE.

Art. 9

De Koning stelt de nadere regels vast voor de terugbetaling aan de zorginstelling van de kosten van de discrete bevalling en van de kosten van de opvang van het discreet geboren kind zolang het geen recht geniet krachtens de wetgeving op de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Art. 10

Artikel 11, § 1, van het Wetboek van de Belgische nationaliteit, laatst gewijzigd bij de wet van 4 decemper 2012, wordt aangevuld met een 3^o, luidende :

« 3^o het kind geboren in België overeenkomstig artikel 57bis van het Burgerlijk Wetboek, op voorwaarde dat de moeder binnen twee maanden na de geboorte niet heeft afgezien van haar beslissing, en tot de eventuele toepassing van het 2 van dit artikel of de toekenning van een andere nationaliteit. »

Art. 11

Deze wet treedt in werking de eerste dag van de zesde maand die volgt op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

15 januari 2013.